

RAPPORT D'ACTIVITE 2005

Assemblée Générale du 3 juin 2006

L'exercice 2005 a été placé sous le signe du développement et de la diversification. Qu'il s'agisse du réseau régional et national, des mobilisations de la cellule d'urgence ou de notre nouvelle activité de revalorisation informatique, l'année écoulée a permis, en complément de nos missions permanentes, d'aller au-delà des priorités qui avaient été définies à l'occasion de la précédente Assemblée Générale du 11 juin 2005. Ces différents axes sont :

- **Le développement de la cellule d'urgence**, par la poursuite de l'étude commencée au dernier trimestre 2004 (sur les possibilités d'un positionnement plus opérationnel, combiné à la création d'une nouvelle activité d'insertion), ainsi que par la mobilisation au profit des sinistrés du tsunami et du tremblement de terre au Cachemire.
- **Le renforcement de l'animation du réseau et de la plate-forme de services**, notamment par une plus grande présence auprès des associations du Haut-Rhin, ainsi que par la création d'un pôle de développement dans le cadre de notre engagement au niveau national.
- **La consolidation du chantier d'insertion**, par la pérennisation des activités de reconditionnement de matériel informatique, ainsi que par le déploiement du logiciel AGePI (assistant de gestion de parcours d'insertion) au niveau de l'ensemble du territoire alsacien.

I) Le développement de la cellule d'urgence

A) Mobilisation au bénéfice des sinistrés du TSUNAMI

1) Phase d'urgence

Dès le 27 décembre 2004, lendemain de la catastrophe provoquée par le tremblement de terre au large de l'Indonésie et le tsunami qui s'en est suivi, le réseau Humanis s'est mobilisé en partenariat avec Handicap International, par un appel aux dons au profit du programme mené par leur équipe sur le terrain au Sri Lanka.

L'association a participé à des réunions (du « groupe opérationnel d'urgence » de la délégation à l'action humanitaire du Ministère des Affaires Etrangères, ainsi qu'à celles proposées par la ville de Strasbourg), mais a également organisé des rencontres entre associations membres afin d'impulser des synergies d'actions.

Suite à ces réunions de coordination, plusieurs structures membres ont souhaité conjuguer leurs efforts au sein d'une cellule de coordination animée par Humanis, ceci par la création du Collectif « Solidarité Asie », composé par les associations Aide et Action, Enfants Espoir du Monde, Handicap International et Vidyalaya (porteuses de projets sur le terrain), soutenues par Alsace Biélorussie, Calcutta Espoir, la Ferme des Crocodiles, Guinée Solidarité, Pas/sages, Parrains de l'Espoir, Présence et Réagir Ensemble.

Au fil de la mobilisation, d'autres associations, porteuses de projets, ont rejoint le Collectif : l'initiative « Un Papillon - Une Vie » et l'association Loisirs et Cultures du Lycée Emile Mathis, les Amis du Village de Pêcheurs de Mamallapuram, ainsi que l'Organisation de Réhabilitation des Tamouls et l'Union des Tamouls-Eelam.

2) Phase de reconstruction

Dans une logique de travail à moyen ou long termes, le Collectif Solidarité Asie a eu pour objectifs de :

- Porter des projets post-urgence et de reconstruction.
- Mettre en place des actions de soutien à la mobilisation, afin d'informer la population et de lui permettre de trouver des formes d'engagement adéquates.

a) Définition des orientations pour le choix des projets

Axés en priorité sur la reprise d'activités économiques, les programmes sanitaires et la reconstruction de structures éducatives et d'accueil, ces projets se sont concentrés dans les états de Pondichéry et du Tamil Nadu, en Inde, où la majorité des associations du collectif travaillait déjà avant le tsunami.

b) Engagement dans un processus d'identification et d'émergence d'actions concrètes

Du 22 avril au 2 mai 2005, une délégation d'Humanis, composée de M. Guy Louyot, président, M. Michel Steinecker, vice-président et Mlle Sabine Franco, coordinatrice de la mobilisation, s'est rendue sur le terrain à la rencontre des populations sinistrées et d'une douzaine de structures partenaires en Inde du Sud. Mme Raji Parisot, présidente de l'association Vidyalaya, a rejoint la délégation sur place.

Cette mission d'évaluation a fait état de la diversité des besoins des populations sinistrées et a mis en exergue des inégalités dans l'accès à l'aide dont souffraient certaines communautés. Elle a aussi permis à Humanis de se porter garant des projets de reconstruction et de réhabilitation soutenus par les associations membres du Collectif intervenant dans cette région, et d'en faire émerger d'autres.

Au terme de nombreux échanges avec les partenaires sur le terrain, le Collectif Solidarité Asie s'est réuni les 3 et 20 juin 2005 afin de déterminer quelles actions, parmi celles identifiées avant ou suite à la mission, seraient portées par le Collectif.

Six projets ont ainsi été retenus : deux micro-projets qui ont intégralement été soutenus par le Collectif et quatre projets pour lesquels le soutien des Collectivités a été sollicité.

Les deux micro-projets ont permis le soutien à des populations sinistrées de deux villages indiens, Paniyur, près de Chennai, et Vettaikaranmedu, près de Karikal. Pour le premier, il s'agissait d'apporter un soutien social par le biais d'un accompagnateur social qui serait à l'écoute de leurs besoins en les aidant à surmonter leurs difficultés. Le Collectif a donc financé le salaire de celui-ci pendant un an. En ce qui concerne le second projet, cinq familles d'éleveurs ont retrouvé des revenus réguliers grâce à la production laitière des vaches dont l'achat a été financé par le Collectif.

Les quatre autres projets portés directement par les associations du réseau sont :

- l'achat d'une ambulance tout terrain, à Mamallapuram ;
- l'appui à des coopératives de pêcheurs et le soutien aux Dalits, à Kezzputhupattu ;
- la fourniture de barques, l'équipement de centres de formation et le soutien pédagogique à des enfants, dans des villages du littoral indien ;
- et la construction de vingt maisons, à Thalayadi.

Les trois premiers projets sont implantés sur le territoire Indien (Tamil Nadu et/ou Pondichéry) et le quatrième dans le nord du Sri Lanka.

3) Le soutien à la mobilisation

a) Une « Quinzaine de l'Asie » organisée du 26 février au 12 mars 2005

Cet évènement avait pour objectif de repérer, de mettre en lumière et de créer des synergies autour des mobilisations en cours en Alsace, qu'il s'agisse d'actions engagées par le public, les associations ou les structures collectives (centres socioculturels, écoles, maisons de retraite...). Les vingt manifestations ont connu un succès plus ou moins important selon leur nature et le lieu.

Toutefois, nous sommes pleinement satisfaits des résultats obtenus dans la mesure où cela a permis de faire connaître les objectifs et les projets des associations (6 articles parus dans les DNA, 7 dans L'Alsace, un passage à France 3 Alsace) tout en apportant à la population un cadre de mobilisation et des réponses aux volontés d'action. De plus, plusieurs milliers d'euros ont été récoltés pour financer les projets de reconstruction.

La Quinzaine de l'Asie fut le point de départ d'un certain nombre d'opérations d'information, de communication et de soutien aux projets de reconstruction et de réhabilitation entreprises par le Collectif.

b) Le Forum Humani-Terre des 7 et 8 mai 2005, au pavillon Joséphine

Ce rendez-vous des associations du réseau avec le public fut un moment et un lieu opportuns pour faire le point avec le public sur les actions engagées par le Collectif Solidarité Asie, notamment grâce à une exposition, portant aussi bien sur les actions en Asie que sur l'historique de la Cellule d'urgence d'Humanis, et grâce à un débat sur les réalités de la mobilisation en Alsace. La majorité des associations du Collectif était également au rendez-vous et animait des stands d'information. Filmé pendant le Forum, un reportage de France 3 sur la mobilisation a été diffusé dans le cadre du journal régional.

c) L'opération « Une Course pour l'Asie » des 14 et 15 mai 2005 au Parc des Expositions du Wacken

Le Collectif a participé à la 26e édition des « Courses de Strasbourg Europe », organisée par l'Office des Sports de la Ville de Strasbourg. Pendant toute la durée de la manifestation, des informations sur la mobilisation et les projets de reconstruction retenus étaient mises à la disposition du public sur le stand Humanis, au Parc des Expositions du Wacken.

De plus, une équipe s'est constituée pour soutenir et porter les couleurs du Collectif : l'équipe « Solidarité Asie » composée de 15 participants aux différentes courses. Cette opération a également permis de récolter des fonds supplémentaires.

d) Vente aux enchères d'oeuvres d'art et d'antiquités, le 18 novembre 2005

Grâce au soutien de la Chambre des Notaires du Bas-Rhin et de plusieurs artistes, une vente aux enchères a eu lieu le 18 novembre 2005 à l'Hôtel des Ventes des Notaires.

Les cinquante lots rassemblés y étaient exposés deux jours avant. La moitié des oeuvres et antiquités proposées ont trouvé un acquéreur ce qui a permis de collecter 1 635 € qui ont alimenté les fonds destinés à soutenir les actions de reconstruction engagées.

Cette opération ne fut possible que grâce à la générosité des personnes qui nous ont cédé à titre gracieux des objets destinés à la vente. Voilà pourquoi, nous tenons une fois de plus à leur transmettre nos plus vifs remerciements.

e) Présentation des projets au Village du Partage, du 2 au 4 décembre 2005.

Le Village du Partage, au pied du grand sapin place Kléber, est devenu un rendez-vous incontournable du mois de décembre pour tous les habitants et tous les visiteurs de la « Capitale de Noël ». En partenariat avec la Ville de Strasbourg, les associations porteuses de

projets se sont relayées durant ces trois jours dans le chalet Humanis afin de présenter aux visiteurs leurs projets de reconstruction. Elles ont ainsi proposé au public des spécialités culinaires ou de l'artisanat, dont la vente a permis de compléter les financements déjà acquis pour les victimes du tsunami.

B) Mobilisation pour le cachemire

Suite au tremblement de terre du 8 octobre 2005 au Cachemire, Humanis s'est mobilisé pour apporter un soutien aux populations sinistrées du Pakistan.

Nous avons ainsi organisé une collecte de couvertures, tentes et bâches, adaptées aux conditions hivernales en altitude et avons fait un appel aux dons dans l'objectif d'apporter une réponse aux insuffisances d'approvisionnement en eau potable.

En dehors des associations humanitaires membres du collectif, nous n'avons constaté que très peu d'engagement en Alsace, alors que la situation des victimes sur le terrain s'aggravait jour après jour.

Fort heureusement, nous avons pu bénéficier d'un soutien volontariste de la part de la ville de Strasbourg, dans la mesure où la municipalité a décidé l'octroi de 15 000 € au bénéfice de cette action d'urgence.

De par nos contacts au sein du réseau national, il est très vite apparu que l'intervention la plus pertinente consisterait à engager un partenariat avec les O.N.G. déjà implantées sur place.

Ainsi, des suites de notre concertation avec les acteurs concernés, nous nous sommes engagés dans la collecte, le conditionnement et l'acheminement de plus d'une dizaine de palettes de matériel médical (au bénéfice des associations Handicap International et Action Contre la Faim).

Dans un deuxième temps et des suites d'un partenariat avec le Secours Islamique, nous avons récupéré et conditionné près d'une centaine d'abris collectifs, lesquels ont permis d'abriter plus de 2500 personnes dans les camps de réfugiés de la région d'Islamabad.

L'ensemble du matériel précité a été acheminé par container le 16 décembre 2005.

La mobilisation ne s'est pas arrêtée à ce niveau, dans la mesure où une mission d'évaluation composée de bénévoles et d'administrateurs d'HUMANIS se rendra sur le terrain du 5 au 12 février 2006, afin de faire le bilan de l'utilisation du matériel envoyé dans le premier container, ainsi que pour la prise de contacts qui nous permettront d'appréhender encore plus finement la manière dont nous poursuivrons la mobilisation.

C) Etude sur la création d'une nouvelle activité d'insertion au sein de la Cellule d'Urgence

La synthèse ci-dessous regroupe des éléments provenant directement du contenu formalisé de l'étude, ainsi que des réflexions qui en découlent.

En effet, ce travail a suscité bien des délibérations au sein de l'association, dont les conclusions serviront de base à une juste transposition des préconisations de l'étude.

Ainsi, il est primordial d'intégrer le fait que ce travail a été articulé sur deux axes complémentaires et pas forcément conciliables au regard des partenaires structurels de la cellule, à savoir :

- le développement d'une nouvelle activité d'insertion au sein de cet organe qui réponde aux besoins des acteurs de l'humanitaire d'urgence,

- la création, à travers ce pôle, d'une nouvelle source de ressources propres pour la pérennisation du chantier d'insertion.

Il nous est apparu indispensable d'intégrer dans la réflexion différents éléments liés à l'historique de nos mobilisations, tout en cherchant dans une deuxième phase à « décortiquer » les mécanismes d'intervention (et donc d'approvisionnement en produits et matériel) des grandes ONG internationales.

C'est donc bien cette « analyse globale » et préalable qui aura permis dans un troisième temps de synthétiser des perspectives cohérentes et en adéquation avec les besoins des acteurs, mais surtout en « phase » avec nos capacités et nos valeurs éthiques.

1) Point historique sur la genèse et le processus de fonctionnement de la Cellule

L'analyse fine des opérations passées et du mode de mobilisation utilisé jusque là a été de loin la partie qui a suscité le plus de réactions en interne dans le réseau.

Néanmoins, c'est certainement aussi ce point qui constituait jusque là le frein principal à toute forme d'activités potentiellement génératrices de revenus pour le chantier d'insertion.

En effet, le mode d'activation de la Cellule, à savoir une logique de mobilisation au cas où des associations membres du réseau nous le demandaient, induisait une « culture » d'attente et de réponses quasi exclusivement logistiques.

Voilà pourquoi la réflexion qui a été engagée dans la réalisation de cette étude a été très largement bénéfique dans l'évolution de cette pratique, pour arriver à une position de « coordinateur ». Ce préalable était indispensable pour l'application d'un schéma dans lequel nous ne serions plus focalisés sur les demandes d'associations alsaciennes, mais bien orientés dans le développement d'une expertise pour l'apport de produits directement adaptés aux grandes ONG internationales.

2) Analyse des modes d'interventions et des circuits d'approvisionnement des grandes ONG internationales

Là aussi, l'étude a permis de briser nombre de préjugés !

Il a fallu en priorité accepter de faire le deuil de nos récurrents réflexes centrés autour d'opérations de collecte et de reconditionnement. En effet, il s'avère que le secteur des moyennes et grandes ONG a subi ces dernières années une forte mutation en matière de collecte et d'envoi de matériel.

Ces structures sont effectivement de plus en plus nombreuses à émarger sur des fonds publics (ceci d'autant plus qu'elles subissent toutes, depuis plusieurs années, des diminutions importantes dans les dons privés), en particulier sur des crédits provenant d'organisations internationales.

Or ces mêmes bailleurs fixent aux ONG financées un cahier des charges de plus en plus draconien, ceci au fil de l'expérience qui a été acquise lors des différentes grandes « campagnes » engagées à l'occasion de catastrophes humanitaires majeures (Kosovo, Tsunami...).

Ces règles sont particulièrement strictes quand il s'agit de la qualité du matériel qui est utilisé sur les projets d'urgence, qu'il s'agisse de la toute première phase de « secours », comme des phases suivantes, dans les camps de réfugiés et même dans les opérations de « pré-reconstruction ».

En conséquence, nous avons été amenés à revoir notre stratégie de départ qui consistait à envisager une nouvelle activité autour d'opérations de collectes et de

reconditionnement, pour la faire évoluer vers des perspectives plus professionnelles car axées sur des logiques de production.

Cette orientation découle aussi d'un constat qui a été quelque peu difficile à admettre, à savoir le peu de crédibilité dont disposent les structures d'insertion auprès des grandes ONG. Effectivement, il s'avère que la très grande majorité des dirigeants de ces ONG doutent sérieusement de la capacité du secteur de l'insertion à répondre avec réactivité et qualité aux exigences découlant des mêmes contraintes de normes auxquelles sont soumises ces grandes organisations humanitaires.

3) Les pistes de diversification et les obstacles qu'il faudra surmonter

La grande plus-value de l'étude consiste bien en la validation de la possibilité de diversification du chantier d'insertion par le développement d'une nouvelle activité de production.

Ainsi, la piste qui semble la plus en phase avec les réalités actuelles consiste en la mise en place d'une activité de production de matériel neuf autour des besoins récurrents en couvertures et/ou en tentes, spécialement conçues pour être plus économiques que les sources actuelles, tout en restant polyvalentes et en phase avec les réalités et les besoins sur le terrain.

Toutefois, il est clair que l'engagement de l'association dans cette voie induit des questionnements et des engagements supplémentaires, en particulier pour les nouveaux partenariats économiques et techniques qui seront indispensables dans la mise en place d'une activité de production de produits répondant aux normes actuelles.

Ainsi, nous devons développer un partenariat durable et soutenu avec des entreprises et des écoles d'ingénieurs spécialisées dans les matériaux et les process auxquels nous devons faire appel pour être à même de mettre en place cette unité de production.

De la même manière, il faudra trouver des partenariats financiers publics et privés pour la réalisation des investissements qui seront indispensables à l'acquisition et à la mise en route de l'outil de production, qui reste tout de même très spécifique.

Enfin, il demeure le travail de fond de sensibilisation de la centaine d'associations membres de notre collectif, de sorte que le réseau actuel dans lequel notre association puise ses racines devienne une force supplémentaire et non un frein dans cette nécessaire évolution des activités d'insertion de notre chantier.

L'ensemble de ces enjeux est, fort heureusement et en grande partie grâce à cette étude, perçu par les organes de décision du collectif (Bureau et Conseil d'Administration) comme des perspectives constructives et positives, éléments qui seront sans aucun doute décisifs dans la mise en œuvre des orientations préconisées par l'étude.

II) L'animation de réseau et la plate-forme de services

L'année écoulée a été particulièrement sensible dans la mesure où nous avons fait le choix de la consacrer au renforcement du tissu associatif alsacien tout en renforçant notre présence au niveau national.

La mise en oeuvre des objectifs précités fut d'autant plus délicate que 2005 était l'année de la cinquième édition du forum Humani-Terre et que nous devions par ailleurs faire face à l'absence de notre animatrice de réseau pour cause de congés maternité.

Ainsi, l'exercice écoulé s'est articulé autour de 5 axes :

- **La cinquième édition du forum Humani-Terre.**
- **Le renforcement du réseau régional.**
- **La création du pôle « développement ».**
- **Une forte participation au « village du partage ».**
- **Le développement des outils pratiques et méthodologiques.**

A) Forum Humani-Terre 2005

Réunissant 43 associations de solidarité internationale, le 5^{ème} Forum Humani-Terre a attiré près de 1800 visiteurs au Pavillon Joséphine les 7 et 8 mai 2005.

Outre la visite des stands, l'échange avec les associations, l'achat de produits artisanaux et la découverte des activités du collectif, le forum a proposé aux visiteurs :

1) Trois expositions permanentes

- « Les actions menées et les projets de reconstruction en cours » par le Collectif Solidarité Asie.
- « Droit à la vie : l'eau » par le Centre d'Initiation aux Droits de l'Homme.
- « Devenir épargnant solidaire » par la Chambre Régionale de l'Economie Sociale Alsace.

2) Quatre débats

« Le micro-crédit »

- Raji PARISOT, économiste, Présidente de l'association VIDYALAYA
- Ophélie SCHNOEBELEN, association VOIX LIBRES
- Raymond SIEGEL, association OIKOCREDIT
- Avec la participation de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale Alsace et de la Caisse d'Épargne d'Alsace.

« Le parrainage »

- Katia BECK, Représentante locale de l'association UN ENFANT PAR LA MAIN
- Jean-Pierre RINGLER, Représentant local de HANDICAP INTERNATIONAL
- Elisa TERRIER-GUIRAUD, UDAF/Association GRANDS PARRAINS

« L'aide d'urgence, actions du Collectif Solidarité Asie en Alsace »

- Guy LOUYOT, Président d'HUMANIS
- Sabine FRANCO, Chargée de mission à HUMANIS et coordinatrice du Collectif Solidarité Asie

- Raji PARISOT, Présidente de VIDYALAYA, membre du Collectif Solidarité Asie
- Anne WILLEMIN, Présidente de ENFANTS ESPOIRS DU MONDE, membre du Collectif Solidarité Asie

« L'eau en Afrique »

- Valérie MESSER, association PETIT à PETIT
- Jean-Pierre GIRARDIER, Président de l'Association CALAO

3) Dégustation de spécialités culinaires de plusieurs pays du monde

Plats de Biélorussie, du Kurdistan, du Népal, du Togo, de Bolivie, du Bénin, d'Argentine et du Sénégal cuisinés par les associations exposantes.

4) Un stand d'informations sur l'engagement

Animé par des bénévoles d'Emmaüs International et des volontaires d'Unis-Cité, ce stand a permis d'informer les adolescents, étudiants ou adultes désireux de s'engager, sur la législation relative au bénévolat et au volontariat, ainsi que sur les dispositifs mis en place pour partir en mission à l'étranger (Service du Volontariat Européen, Volontariat International ...).

5) Des animations pour les enfants à partir de 4 ans

- Peinture de masques haïtiens avec l'association HIBISCUS
- Découverte des malles pédagogiques et ludiques avec l'association CALAO
- Réalisation de dessins Kôlams avec l'association indienne VIDYALAYA
- Contes et jeux traditionnels africains (awalé, seega) avec la conteuse Kady Kaya

6) Un spectacle de clôture sur le thème des musiques et danses du monde :

- Danses et chants de l'Inde du Sud par l'association VIDYALAYA
- Percussions et danse africaine par l'association AFRIQUE ETOILES
- Chants et danses d'Haïti par l'association HIBISCUS

7) La Bourse aux projets

Cinq prix de 1000 euros et 2 prix en nature (matériel réhabilité par les salariés du chantier d'insertion HUMANIS) ont été remis à 7 associations humanitaires parmi les 16 qui ont candidaté à la Bourse aux projets. Ces associations ont été récompensées pour la qualité de leur projet.

- Le prix « création d'emplois ici et là-bas » du CONSEIL REGIONAL D'ALSACE a été remis à l'association LES ENFANTS DU SOLEIL ;
- Le prix « implication des bénéficiaires » du CONSEIL GENERAL DU BAS-RHIN a été remis à la FONDATION SCHWEITZER ;
- Le prix « droits de l'Homme » de la VILLE DE STRASBOURG a été remis à l'association GUINEE SOLIDARITE ;
- Le prix « initiative jeunesse » de la DRDJS (Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports) a été remis à l'association PETIT A PETIT ;
- Le « prix du public » a été remis par HUMANIS à l'association VOIX LIBRES ;
- 5 ordinateurs ont été attribués à l'association HIBISCUS ;
- 10 machines à coudre ont été attribuées à l'association LABOYA AMITIE.

8) Éléments liés à la fréquentation et à la typologie du public

- Avec un nombre de visiteurs d'environ 1800 personnes, la fréquentation du 5^e Forum Humani-Terre a connu un succès équivalent à celui de 2003.
- Le public était deux fois plus nombreux le dimanche que le samedi.
- Environ 10% du public a répondu au sondage distribué à l'entrée et les réponses nous ont permis d'identifier les caractéristiques et attentes des visiteurs de cette 5^{ème} édition.
- Le public est légèrement plus féminin que masculin (59% de femmes pour 41% d'hommes).
- Un public jeune : près de la moitié avait moins de 30 ans. Les $\frac{3}{4}$ des participants avaient moins de 45 ans.
- Un public d'initiés : 50% des personnes sont adhérentes d'une association humanitaire, plus de 60% indiquent avoir fait un don à une association humanitaire dans les 6 derniers mois.
- Une majorité de visiteurs découvrait le Forum pour la première fois (plus de 60% des sondés).
- Plus de la moitié d'entre eux a entendu parler du Forum par le bouche à oreille (entourage, associations...).
- Peu de personnes ont assisté aux débats (20 personnes par débat en moyenne) mais les quelques personnes y ayant assisté les ont jugés intéressants.
- Ce qui a le plus retenu l'intérêt des visiteurs n'est pas la vente d'artisanat mais les projets menés par les associations et les échanges avec les bénévoles sur les stands.
- 66% des personnes disent repartir du Forum avec des informations utiles et des contacts fructueux et 13% d'entre eux déclarent avoir l'envie de s'engager.
- Plus de 80% du public a eu une opinion satisfaisante ou très satisfaisante de cette 5^{ème} édition du Forum.

B) Le renforcement du réseau régional, en particulier auprès des associations du Haut-Rhin

Suite à la délibération prise à l'occasion de la dernière Assemblée Générale du mois de juin 2004 quant à une présence plus forte du collectif HUMANIS sur le territoire haut-rhinois, le conseil d'administration de l'association a décidé de créer une commission « animation » dont la mission principale a consisté à accompagner la mise en oeuvre de cette politique.

Cette commission qui se réunit en moyenne une fois par mois, est composée d'associations membres du réseau, d'administrateurs du collectif ainsi que de la salariée permanente chargée de l'animation.

Les travaux de la commission ont permis de dégager des pistes concrètes d'actions qui ont été placées en perspective avec nos missions plus « habituelles ».

Ainsi, il a été décidé de relancer une vaste « consultation » auprès de l'ensemble des structures de la région, avec une insistance particulière pour les associations du Haut-Rhin. L'objectif de cette démarche consistant en une fine appréciation des besoins des membres et des sympathisants du collectif, qu'il s'agisse de l'animation du réseau, de la communication, de l'élaboration d'outils méthodologiques ou bien même de services ou de produits.

De la même manière, il est apparu assez rapidement dans les réflexions le caractère indispensable de l'organisation du forum Humani-Terre à Mulhouse en alternance avec l'édition de Strasbourg.

Par ailleurs et au regard des demandes exprimées par les associations haut-rhinoises, la commission a entamé une réflexion sur l'organisation de « réunions thématiques », ceci en corrélation avec les besoins des acteurs locaux.

Dans le même temps et sur invitation de l'une des associations membres du collectif, « les 13 actifs », nous avons participé à une rencontre avec des associations haut-rhinoises le 16 avril 2005 à Wittelsheim.

A cette occasion, nous avons animé un atelier sur le travail en réseau, de sorte à sensibiliser les acteurs locaux sur l'importance de leur participation aux délibérations de la commission « animation ».

Il est apparu au fil des échanges que quelques-unes d'entre elles avaient le souhait de créer un collectif informel, à savoir sans un support associatif, afin de « se réunir une fois par an pour échanger sur les pratiques de chacun ».

Une seconde rencontre s'est tenue à Kingersheim le 12 novembre 2005, au cours de laquelle un certain nombre d'associations présentes ont tout naturellement posé la question de la pertinence de la création d'un collectif informel sur le Haut-Rhin alors que le collectif HUMANIS avait pour mission d'apporter des réponses mutualisées à l'ensemble des structures de la région.

Suite à la finalisation de la consultation au cours du dernier trimestre 2005, nous avons organisé une réunion de restitution à Mulhouse le 16 février 2006, à laquelle 15 associations furent présentes (SOS Paludisme, Ardent Partage, Aujourd'hui la vie, Panafricaine d'Alsace, Réseau d'Aide Solidaire, Handicap International, KETA KETI Népal, Part'agir, Grinari Village Roumain, Alsace Makhana, Humani Psy, E-changeons le Monde, Maison de la citoyenneté mondiale, A.M.P.S.A, Outils en Mains).

A l'issue de cette réunion et dans la mesure où le principe de l'organisation du 6^{ème} forum Humani-Terre à Mulhouse avait été validé par l'ensemble des associations présentes, un comité de pilotage a été constitué pour le suivi des différentes étapes de l'organisation de cette manifestation dont la date a été fixée aux 14 et 15 octobre 2006.

C) Création du pôle « développement »

Au cours du troisième trimestre 2005, le poste de chargée de la communication et de l'animation de réseau et celui de chargée de développement ont été scindés.

En effet, les nombreux projets de développement du collectif ne permettaient pas à la permanente responsable jusque là de ces 3 fonctions d'assumer cette charge de travail.

Ainsi, la personne qui avait été embauchée pour remplacer la chargée de la communication, du développement et de l'animation de réseau d'avril à septembre 2005 a été reconduite sur le poste de Chargée de développement à partir du 8 septembre 2005.

Le premier mois sur ce poste a surtout était consacré à la passation de relais sur le pôle communication et animation et à la finalisation de certaines animations (Lire en Fête, Village du Partage, etc...).

D'octobre à décembre 2005, le poste de chargée de développement s'est progressivement structuré et ces trois mois ont permis d'affiner l'intérêt et les perspectives de ce nouveau poste. Ainsi, pour l'exercice 2005, les cinq missions principales du pôle développement sont identifiées comme suit :

- 1) Développement de la visibilité du collectif HUMANIS (identité, services, outils et publications) au niveau national et européen
- 2) Développement de partenariats (en particulier avec le secteur privé) au niveau régional et national

- 3) Recherche de financements publics (nationaux et/ou européens) et privés (fondations, entreprises)
- 4) Développement et animation de réseaux au niveau national et européen
- 5) Développement de procédures pour le suivi de projets en interne.

1) Développement de la visibilité du collectif (identité, services, outils et publications) au niveau national et européen

a) Présence sur le site internet du collectif national d'O.N.G. Coordination Sud

Le principal collectif d'Organisations Non Gouvernementales (O.N.G.) en France est Coordination Sud, dont le siège est basé à Paris. Après une identification des services proposés par ce collectif et des valeurs véhiculées par sa charte, la chargée de développement a eu pour mission de prendre contact avec un homologue au sein de ce collectif, ceci afin d'insérer une présentation d'Humanis sur les pages du site internet de Coordination Sud.

Cette présence sur la « vitrine » principale des organismes de solidarité internationale en France confère à Humanis une meilleure visibilité au niveau national, en particulier auprès des partenaires institutionnels et politiques.

b) Diffusion du « Guide de la Logistique Humanitaire » au niveau national

Grâce au partenariat établi avec la société de transport international Natural, 300 Guides de la Logistique Humanitaire ont pu être imprimés en novembre 2005.

Ces guides ont été diffusés en Alsace par l'animatrice de réseau, auprès des associations membres d'Humanis et auprès du grand public.

En outre, l'objectif consistait à diffuser ce guide le plus largement possible en France afin de permettre au plus grand nombre d'associations de solidarité internationale de bénéficier de ses conseils en matière d'acheminement de matériel vers les pays en développement.

Lors du Forum des Solidarités Nord-Sud, organisé à Marseille du 1^{er} au 3 décembre 2005, 40 guides ont ainsi été vendus, à la fois à des responsables associatifs, mais aussi à des centres de documentation sur la solidarité internationale du réseau Ritimo.

c) Diffusion du Logiciel A.G.E.P.I. au niveau national

Afin de faire bénéficier les autres chantiers d'insertion français du logiciel créé par Humanis (dans le cadre de la professionnalisation de l'accompagnement socioprofessionnel), nous avons été amenés à contacter les Directions Départementales du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (D.D.T.E.F.P.) des départements du Grand Est, ceci afin :

- d'identifier la personne chargée des structures d'insertion par l'activité économique au sein de chaque D.D.T.E.F.P.
- de présenter notre logiciel à ladite personne, tout en lui demandant de nous communiquer la liste des coordonnées des chantiers d'insertion existants sur son département dans l'optique de les contacter pour leur présenter le logiciel.

Ce travail d'identification des personnes en charge des structures d'insertion par l'activité économique a été mené à bien d'octobre à décembre 2005.

d) Présence au Forum des Solidarités Nord Sud organisé à Marseille du 1^{er} au 3 décembre 2005

Humanis participe depuis 1996 à ce forum national, organisé par la Guilde Européenne du Raid, qui rassemble les acteurs français de la Solidarité Internationale autour de stands, de conférences et d'ateliers.

La manifestation ayant été organisée pendant 23 ans à Agen (Sud-Ouest), les organisateurs ont souhaité lui donner un nouveau souffle en la délocalisant à Marseille.

Ce nouvel emplacement du Forum a permis de faire connaître Humanis dans le Sud-Est de la France et de montrer aux petites et moyennes associations de cette région l'intérêt de la mutualisation de leurs besoins.

Ainsi, certaines ont exprimé le souhait de voir se développer dans la région Provence Alpes Côte d'Azur un collectif du type Humanis.

Ce forum a également permis la prise de contact avec des collectifs nationaux comme Coordination Sud et le collectif ASAH afin d'initier des relations de partenariat.

Enfin, l'intérêt de cette participation au Forum des Solidarités Nord-Sud a aussi résidé dans la possibilité d'animer un espace commun avec les autres structures membres du R.A.T.P.S. (Réseau d'Appui Technique aux Projets Solidaires) : des stands côte à côte ont permis de présenter une image complémentaire de ce réseau national et de mettre en valeur le partenariat qui existe entre nos structures.

Les 6 structures présentes ont animé un atelier de présentation du R.A.T.P.S. pour répondre aux questions du public.

2) Développement de partenariats

a) Avec des acteurs associatifs

- Participation active à l'organisation de la Marche contre l'exclusion du 17 octobre : Dans le cadre de sa participation au collectif Alerte (qui rassemble diverses associations du secteur social, solidaire et humanitaire), Humanis faisait partie des 47 associations qui se sont regroupées le 17 octobre 2005 dans le cadre de la marche collective organisée pour protester contre la montée de l'exclusion et célébrer la JOURNEE MONDIALE DU REFUS DE LA MISERE. Le parcours retenu visait à traverser le centre de Strasbourg en marquant un arrêt devant chacune des institutions que les associations souhaitaient interpeller:
 - Au Conseil de l'Europe : célébration de la Journée Mondiale du Refus de la Misère en présence d'élus et fonctionnaires internationaux
 - Au Conseil Régional : thématique privilégiée sur l'exclusion et la misère
 - A la Préfecture : thématique privilégiée sur l'emploi et la formation
 - A l'Hôtel de Ville : thématique privilégiée sur l'action sociale locale
 - A la Place Kléber : thématique privilégiée sur l'hébergement et le logement
 - Au Conseil Général : synthèse des thématiques.

Dans ce cadre, la chargée de développement a participé aux réunions de préparation de la marche et a coordonné l'élaboration du tract sur la thématique de l'accès pour tous à l'emploi et à la formation.

Par ailleurs, le directeur d'Humanis s'est associé à la délégation qui s'est présentée à la Préfecture pour faire état des revendications des associations impliquées dans les secteurs de l'insertion et de la formation professionnelle.

- Négociation d'un partenariat avec l'association Desclicks : Association basée à Schiltigheim et qui propose la vente de matériel informatique réhabilité ainsi que des formations à l'informatique. La proximité entre les activités menées par Desclicks et le projet de magasin informatique d'Humanis nous ont conduit à nous rencontrer pour tenter d'élaborer un partenariat. La proposition d'Humanis consistait à fournir Desclicks en ordinateurs réhabilités à prix coûtant, en échange de quoi cette structure s'engageait à nous communiquer les coordonnées d'entreprises ou d'organismes désireux de céder du matériel informatique usagé. Cette proposition n'a cependant pas reçu l'accord de Desclicks, alors que les dirigeants de l'association

avaient dans un premier temps donné leur accord verbal. Le partenariat n'a pas abouti en 2005.

➤ Développement de partenariats avec l'association La Gerbe et le collectif ASAH

Suite à la rencontre avec M. Jean-Marc SEMOULIN, directeur de l'association La Gerbe et président du collectif d'associations humanitaires ASAH, lors du Forum de Marseille, la chargée de développement a été mandatée pour établir un partenariat avec ces deux structures autour des axes suivants :

- Echange d'expériences entre Humanis et La Gerbe sur les activités d'insertion au service de l'humanitaire : La Gerbe est une association qui mène des projets de développement en Europe de l'Est et accueille dans ce cadre des jeunes en difficultés autour d'activités logistiques nécessaires aux projets humanitaires qu'elle mène. Afin de mettre en place un chantier d'insertion, l'équipe de La Gerbe est venue visiter les locaux d'Humanis et obtenir des conseils sur notre mode de fonctionnement.
- Participation d'Humanis au comité de pilotage du 2^e Salon National de l'Humanitaire organisé par le collectif ASAH et le Parc des Expositions de Pontoise en mai 2006 : le collectif ASAH étant responsable des animations du Salon, notre expérience en termes d'organisation et d'animation, suite aux nombreux forums Humani-Terre réalisés en Alsace, les a fortement intéressés.

b) Avec des Acteurs du secteur privé

➤ Elaboration d'un dossier de présentation de nos activités informatiques destiné à l'entreprise Microsoft France

L'entreprise Microsoft France a développé une politique de responsabilité sociale et environnementale qui conduit ses dirigeants à soutenir certaines associations en particulier des chantiers d'insertion. Afin de faire connaître Humanis et de solliciter des dons d'ordinateurs, de licences ou toute autre forme de soutien de leur part, la chargée de développement a été missionnée pour l'élaboration d'un dossier présentant la genèse, le fonctionnement et les objectifs de l'activité informatique à Humanis. Ce dossier a été envoyé au siège de Microsoft France et a permis de faciliter l'obtention de licences à tarif préférentiel.

➤ Envoi d'une circulaire à 160 entreprises de la région pour des dons en nature

Dans le cadre de la mobilisation de la Cellule d'Urgence suite au tremblement de terre du 8 octobre 2005 au Cachemire (Pakistan), il nous paraissait opportun de contacter les entreprises de la région pour les impliquer dans la collecte de matériels nécessaires aux besoins des populations sinistrées. Ainsi, 160 entreprises alsaciennes impliquées dans la production ou la distribution de bâches, de tentes et de couvertures ont été contactées à cette fin.

Après un travail fastidieux de recensement des coordonnées, un courrier de demande de soutien matériel à la mobilisation a été envoyé à la direction de ces 160 structures. Une relance téléphonique systématique a permis de faire connaître l'action de la Cellule d'Urgence d'Humanis auprès des dirigeants de ces petites et moyennes entreprises. Néanmoins, peu d'entre elles ont répondu favorablement à l'appel lancé. Le faible taux de réponse s'explique par :

- L'inadéquation entre les informations fournies par la base de données utilisée et le secteur d'activité effectif de certaines entreprises (production de matières premières ou de composants et non pas de produits finis) ;
- La difficulté de joindre les chefs d'entreprise à qui le courrier avait été adressé, d'autant que l'équipe responsable des relances n'était disponible qu'un jour par semaine (stagiaires de l'ITI-RI) ;

- Les difficultés économiques rencontrées par nombre de petites et moyennes entreprises du secteur textile, ce qui les empêchent de développer une politique de soutien aux projets humanitaires.

Même si aucun don n'a été enregistré suite à cette circulaire, plusieurs chefs d'entreprise se sont montrés intéressés par notre démarche et nous n'hésiterons pas à les solliciter à nouveau en cas de besoin. D'autre part, cette expérience permet de perfectionner un peu plus notre stratégie d'approche vis à vis du secteur privé.

3) Recherche de financements publics et privés

Bien qu'il était initialement prévu de commencer le travail de recherche de nouveaux financements publics ou privés au cours du dernier trimestre 2005, cette mission n'a pu réellement commencer qu'au premier trimestre 2006.

En effet, les nombreuses missions qui avaient été confiées à la chargée de développement nous ont conduit à n'envisager le démarrage de ce segment d'activité qu'à partir de l'exercice 2006.

4) Développement et animation de réseaux au niveau national et européen

En tant que membre du R.A.T.P.S. (Réseau d'Appui Technique aux Projets Solidaires), qui rassemble dix structures de service aux associations de Solidarité Internationale en France, Humanis a renforcé son implication dans la vie du réseau national et a contribué à l'amélioration des outils de communication. En effet, en prévision du Forum des Solidarités Nord-Sud organisé début décembre à Marseille, il a été demandé à la chargée de développement d'assurer en priorité :

- le suivi de l'organisation de la réunion entre les membres du réseau qui s'est tenue le 30 novembre 2005 à Marseille, c'est à dire la veille du Forum national : cette réunion très importante a permis d'entériner la composition formelle du réseau (10 membres fondateurs), de déterminer les critères d'adhésion au réseau (lettre d'intention à signer par chaque nouveau membre) et de valider la mise en place d'outils de communication interne (groupe de messagerie).
- l'amélioration des outils de communication (travail de mise en page de la plaquette)
- la préparation de l'atelier de présentation du R.A.T.P.S. en collaboration avec les autres structures participant à l'atelier (création collective de diapositives qui ont été projetées pour appuyer la présentation orale du réseau).

5) Développement de procédures et suivi de projets en interne

a) Optimisation de la communication interne entre les salariés et les bénévoles

Cette mission consistait à améliorer la circulation de l'information en interne, ceci par la conception et la diffusion d'un agenda des réunions et des événements sensibles marquant la vie de l'association.

La chargée de développement a donc été missionnée pour la mise en place d'un calendrier permettant la centralisation des différentes dates concernant aussi bien les événementiels que les réunions des Commissions, Bureaux et Conseils d'Administration.

Ce calendrier est régulièrement actualisé et diffusé aux bénévoles et administrateurs, ainsi qu'à l'ensemble de l'équipe des permanents d'Humanis.

Cet outil facilite considérablement l'organisation dans la mesure où il permet aux uns et aux autres d'avoir, à l'avance, des rappels réguliers des dates sensibles à retenir.

b) Suivi des Commissions Informatique

La Commission Informatique, réunissant 7 membres du Conseil d'Administration, les chefs d'équipe de l'atelier informatique, le directeur et la chargée de développement, s'est réunie une fois par mois sur la période octobre à décembre. L'objectif de ces réunions étant d'envisager toutes les questions préalables à l'ouverture du magasin informatique :

- Tarifs pratiqués et abattements selon le type de client
- Circuit de traçabilité
- Documents de vente
- Règlement du service après-vente
- Plan de communication
- Mise en place d'initiations

Ainsi, la chargée de développement avait pour mission de seconder le directeur dans l'établissement et la diffusion des comptes-rendus de ces réunions, ainsi que le suivi des questions plus complexes, en lien avec les chefs d'équipe et les membres de la commission: cela a permis des avancées rapides d'une commission à l'autre et une préparation rigoureuse de l'ouverture du magasin informatique.

D) Une forte participation du réseau au « village du partage », organisé par la ville de Strasbourg dans le cadre du Marché de Noël.

Pour sa 4^{ème} participation à cette manifestation organisée par la ville de Strasbourg tout au long du mois de décembre, Humanis a cette année occupé un chalet permanent place Kléber, dans lequel se sont relayées 25 associations membres : CELCIA, UN ENFANT PAR LA MAIN, PACHAMAMA, SPORT SOLIDARITE INSERTION, AMES D'AFRIQUE, VOIX LIBRES, FRANCE TIBET ALSACE, HIBISCUS, SOLHIMAL, LES AMIS ALSACIENS DE PARTAGE TANZANIE, LES AMIS DU PEUPLE KURDE, LE CROISSANT ROUGE DU KURDISTAN, ENFANTS DU SOLEIL, UNIS VERS LE SPORT, ZAZAKELY, ARTISANS DU MONDE, AGIR POUR LE DEVELOPPEMENT AFRICAIN, CENTRE INTERNATIONAL D'INITIATION AUX DROITS DE L'HOMME (CIDH), FONDATION ALBERT SCHWEITZER, OPERATION AMOS, GRANDS PARRAINS - PETITS FILLEULS, AIDE ET ACTION, ALSACE BIELORUSSIE, GUINEE SOLIDARITE, REAGIR ENSEMBLE.

Par ailleurs, un spectacle a pu être proposé grâce à la mobilisation de plusieurs associations, le samedi 10 décembre 2005 sur la place Kléber :

- Danses traditionnelles Tamoules (Sri Lanka), Associations UNION DES TAMOULS-EELAM et TAMOUL CHOLAI
- Danses et percussions africaines, Association AFRIQUE ETOILES
- Chants et musique du Kurdistan, Association LA MAISON DES KURDES
- Danses et chants de l'Inde du Sud par l'Association VIDYALAYA
- Danses des Caraïbes (Salsa et Zouk), Association A.D.A.

E) Les outils pratiques et méthodologiques

1) Aide au montage de projets

Au cours de l'exercice 2005, c'est plus d'une vingtaine d'associations qui a sollicité un appui pour le montage de leurs projets, que ce soit pour la recherche de financements privés,

pour la mise en forme d'un dossier de demande de subventions ou encore pour la préparation du budget.

Les projets soutenus concernent les pays suivants : Madagascar, Biélorussie, Tchad, Togo, Maroc, Congo Brazzaville, Congo RDC, Togo, Burkina Faso, Sénégal, Mali, Centre Afrique, Inde ou Mauritanie.

2) Cotations de transport

Ce service est de plus en plus sollicité par les membres du réseau bénéficiant de services logistiques, engagés dans un processus de collecte et d'acheminement de matériel.

Il est clair que l'obtention de prix préférentiels devient de plus en plus complexe pour les associations quand elles entreprennent des démarches de négociation individuelle, ceci dans la mesure où les marges bénéficiaires des transporteurs se sont considérablement réduites ces dernières années.

En effet, la forte augmentation des prix du carburant et les différentes taxes douanières réduisent de plus en plus les marges de manoeuvre dont les transporteurs pouvaient disposer dans le passé.

Voilà pourquoi une démarche collective, mutualisant les différents besoins des associations membres du réseau, nous permet de continuer à peser un poids suffisamment conséquent pour l'obtention de prix réduits.

Ainsi, 15 cotations ont été réalisées cette année pour les pays suivants : Centrafrique, Burkina Faso, Comores, Togo, Sénégal, Madagascar, Tchad, Etats-Unis (Nouvelle Orléans), Pakistan, Congo Brazzaville et Bénin.

3) Communication

a) Le Journal

En 2005, nous avons décidé de renforcer l'utilisation du journal comme vecteur d'informations dans le réseau en augmentant aussi bien la fréquence de parution que le nombre d'exemplaires. Ainsi, nous sommes passés à un rythme de six numéros par an et avons choisi d'imprimer cet outil à deux mille exemplaires.

Grâce au partenariat avec la Banque de Projets, le journal est désormais diffusé avec un rayonnement plus important sur le territoire alsacien puisqu'en plus des lieux habituellement couverts, il est désormais disponible aux points suivants :

- Toutes les Communautés de Communes et communes d'Alsace, tous les centres socio-culturels, CRES Alsace, Mairie de Schiltigheim, Maison du jeune citoyen, BMS, Université Marc Bloch, Université Robert Schumann, F.O.L 67, Université Louis Pasteur, CIJA, BNU, Cinéma Odysée etc... pour le Bas-Rhin et pour le Haut-Rhin : Mairie de Colmar et de Mulhouse, Maison de la citoyenneté mondiale, Université de Haute Alsace, Centre de congrès de Mittelwhir, médiathèque de Kaysesberg etc...

b) L'Annuaire de la Solidarité

L'édition 2005 de l'Annuaire de la Solidarité est sortie au moment du forum Humani-Terre et a été imprimée au double de l'édition habituelle, à savoir à 1000 exemplaires.

L'édition 2005, comme les précédentes éditions de cet outil, avait pour objectif de répondre aux besoins et aux attentes :

- Du grand public : les bénévoles, volontaires ou donateurs qui cherchent des informations leur permettant de choisir l'association dans laquelle ils s'engageront.

➤ Des associations du réseau : en particulier pour celles qui souhaitent faire appel aux compétences et aux savoir-faire d'autres associations dans la construction de leurs projets sur le terrain.

➤ Des professionnels : comme les acteurs politiques, économiques, institutionnels ou associatifs, qui souhaitent disposer d'une base de données précises leur permettant de repérer les spécificités des structures.

A ce jour, le questionnaire de réactualisation a été amélioré et envoyé à l'ensemble des structures et une partie des réponses a doré et déjà été saisie dans la base de données élaborée à cet effet.

c) Le site Internet

Il a été en grande partie réactualisé pour être en phase avec nos besoins de communication auprès des associations du réseau et des bénévoles.

En effet, notre objectif consiste à faire de ce site un vrai support de communication interne et externe, permettant ainsi aux membres du collectif de mieux communiquer entre eux, mais aussi de mieux communiquer avec nous.

Ainsi, le choix de nouvelles rubriques comme « actualités » et « cellule d'urgence », combiné à la mise en ligne de l'annuaire de la Solidarité et des archives du journal, a eu des conséquences importantes en matière de fréquentation.

4) Le « Guide de la Logistique Humanitaire »

C'est dans le but d'aider les associations à monter leurs expéditions humanitaires vers les pays de leur choix que nous avons décidé d'élaborer ce guide pratique.

Réalisé à partir de plusieurs entretiens avec des associations ayant déjà organisé des expéditions vers différentes destinations d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Europe de l'Est et à partir des conseils émis par des transitaires et transporteurs, ce guide est une source d'informations et de conseils pour organiser au mieux les démarches logistiques, qu'il s'agisse d'acheminements par voies terrestre, aérienne ou maritime.

Il reprend les étapes successives d'une expédition, de la collecte à l'arrivée des marchandises à destination, en abordant les questions de la gestion des stocks ou des formalités douanières, avec pour ambition d'éclairer le porteur de projet sur les nombreux pièges qui existent dans cette démarche, tout en l'aidant au cours de celle-ci.

Enfin, les annexes proposent un lexique très complet du vocabulaire des milieux du transport international et des douanes, ainsi qu'un carnet d'adresses bien fourni, apportant les coordonnées de transitaires, plates-formes logistiques, administrations compétentes en la matière, en France et dans plus de vingt pays.

5) Consultation des associations membres et sympathisantes

Pour la quatrième fois depuis la création du collectif, nous avons décidé en 2005 d'actualiser à nouveau notre base de données en matière de connaissance des besoins des associations du réseau.

L'analyse des réponses apportées par les associations au questionnaire, permet de dégager de façon assez claire des conclusions précises et concrètes sur leurs réalités de fonctionnement ainsi que sur l'état de leurs besoins.

Ainsi, cette quatrième consultation nous a permis d'affiner les points suivants :

- Le fonctionnement et les spécificités des associations humanitaires régionales.

- Les réalisations de ces structures au cours des années passées, avec une attention particulière apportée aux difficultés qu'elles ont rencontrées.
- Leurs projets futurs et les ressources propres escomptées pour leurs réalisations.
- Les modes de partenariats qu'elles engagent.
- Clarification des attentes qu'elles peuvent avoir vis-à-vis du collectif.
- Les modes de financements, ainsi que les besoins en la matière.
- Leurs positionnements et leurs besoins quant à la politique du collectif en matière de cession de matériel ou de prestation de services.
- Leurs propositions pour le développement de la « cellule d'urgence ».
- Les compétences et outils qu'elles souhaiteraient voir développés par le collectif.
- Evaluation des moyens humains, techniques et matériels dont elle dispose et qu'elle pourrait éventuellement mettre à la disposition d'autres associations du réseau.

L'actualisation régulière de cette base d'information est un préalable primordial si nous souhaitons continuer à avoir un positionnement pertinent quant aux attentes des associations membres du collectif.

III) La consolidation du chantier d'insertion

Là aussi, l'année 2005 a été très porteuse dans la structuration de nos différentes activités d'insertion, ceci dans la mesure où en plus d'une utilisation effective du logiciel AGePI sur l'ensemble de l'exercice et pour la totalité des salariés en insertion, nous avons continué notre travail méthodologique sur le process de collecte et de revalorisation de matériel.

Ainsi, nous avons focalisé nos efforts sur la consolidation des axes suivants :

- Le renforcement du pôle de production de matériel informatique.
- La consolidation de l'accompagnement socioprofessionnel et de l'encadrement technique.

A) Le renforcement du pôle de production de matériel informatique

1) Poursuite du travail sur la rationalisation du « process » de collecte et de réhabilitation du matériel collecté.

Les réunions de la commission informatique au cours de l'exercice 2005 ont permis d'aborder les problématiques sensibles auxquelles nous nous trouvions confrontés dans la mise en oeuvre des activités de production.

Par ailleurs, nous avons continué notre travail de décomposition des différentes phases de traitement du matériel, ceci dans l'objectif de créer la plus grande adéquation entre les nécessités de l'activité de revalorisation et les capacités techniques et physiques des salariés en insertion qui travaillent sur ce pôle.

Ainsi, nous avons été amenés à affiner nos pratiques sur les sujets suivants :

- Professionnalisation de l'accueil téléphonique et physique des donateurs potentiels.
- Redéfinition des critères d'évaluation du type de matériel pour lesquels nous serions prêts à engager une procédure de collecte sur site.
- Amélioration de la « fiche de suivi », de sorte que les éléments y figurant soient les plus exhaustifs possible.
- Démarrage d'une réflexion sur la possibilité de mise en place d'une logique de traçabilité.
- Optimisation des postes de démantèlement, ce qui permettra la revente d'une plus grande partie des pièces démontées à des sociétés spécialisées.
- Amélioration des bancs pour les tests des pièces détachées.
- Possibilités de création d'ordinateurs en « multi boot », ce qui permettra aux utilisateurs d'utiliser à leur guise le système d'exploitation Windows ou Linux.
- Rationalisation des conditionnements en cartons et en palettes, de sorte à gagner en espace de stockage.

2) Aménagements complémentaires de l'atelier

Face au développement important de l'activité, il a été nécessaire au cours du troisième trimestre 2005, de procéder à une réaffectation de certains espaces, pour être en mesure d'agrandir les surfaces initialement attribuées à l'activité informatique.

En effet, nous avons réservé près d'un quart de l'espace total de l'atelier à l'activité de revalorisation de matériel dentaire de l'association Ardent partage.

Avec l'accord de l'association, nous avons déménagé l'ensemble de leurs activités dans une autre partie des locaux, ce qui a permis d'affecter lesdites surfaces d'une part, à

l'implantation d'armoires permettant le stockage à moyen et long terme de composants démantelés et d'autre part, à la création de nouveaux postes de travail destinés au nettoyage des claviers et des souris.

B) La consolidation de l'accompagnement socioprofessionnel et de l'encadrement technique

L'exercice écoulé a permis une rationalisation, ainsi qu'un renforcement de l'équipe chargée de l'accompagnement socioprofessionnel.

Nous avons décidé de distinguer de façon précise la dimension sociale de la dimension professionnelle par l'affectation de ces fonctions à deux personnes différentes.

Ainsi, l'association dispose désormais d'une accompagnatrice sociale dont la mission consiste à se focaliser sur les problématiques périphériques, ainsi que les différents freins «sociaux» empêchant l'accès de nos salariés à l'emploi classique.

De son côté, l'accompagnatrice professionnelle a concentré son travail sur les éléments liés à la maîtrise du français et des savoirs de base, à l'évaluation et à l'inscription dans un parcours d'acquisition de gestes et/ou de compétences professionnelles par le biais d'une formation, ainsi que par le contact avec les entreprises susceptibles d'apporter une perspective d'immersion ou d'emploi aux salariés en insertion.

1) Typologie du public

a) Statuts administratifs

- 58 bénéficiaires du RMI
- 15 travailleurs handicapés
- 41 chômeurs de moins d'1 an
- 17 chômeurs de 1 à 2 ans
- 12 chômeurs de 2 à 3 ans
- 6 personnes non inscrites à l'ANPE

b) Les problématiques sociales les plus fréquentes

- 36 personnes présentant des troubles du comportement, voire psychologiques, reconnus ou non.
- 17 personnes ayant des pratiques addictives (drogue et / ou alcool).
- 10 personnes présentant des difficultés de santé lourdes et non évolutives « positivement ».
- 15 personnes présentant des difficultés de français langue étrangère.
- 9 personnes sortantes de prison ou sous main de justice.

c) Autres chiffres révélateurs

- 155 personnes accueillies en entretien d'embauche et réorientées vers des dispositifs plus adaptés à leur situation.
- 76 bénéficiaires dont 36 nouveaux recrutements.
- 71 bénéficiaires PLIE.
- 10 formations de ré-acquisition des savoirs de base - français langue étrangère.
- 13 formations qualifiantes T.M.I. (Technicien Maintenance Informatique).

- 2 formations Sauveteur Secouriste du Travail.
- 1 remise à niveau en anglais.
- 1 formation bureautique.
- Accueil de sept stagiaires.

2) Résultats pour l'exercice 2005

Au 31 décembre 2005, la situation des 76 personnes qui ont été accueillies au cours de l'exercice était la suivante:

- 35 personnes étaient toujours en poste à Humanis.
- 12 personnes ayant quitté la structure dans le cadre d'une sortie professionnelle dont :
 - ✓ 1 positionnée sur un C.D.I.
 - ✓ 8 sur un C.D.D.
 - ✓ 3 ont accédé à une formation qualifiante.
- En ce qui concerne les 29 personnes ayant quitté la structure sans une sortie professionnelle:
 - ✓ 8 personnes ont abandonné leurs postes durant le 1^{er} mois.
 - ✓ 21 personnes sont restées en poste plus de 3 mois, mais sans validation de parcours, dont :
 - ❖ 5 personnes ayant de lourds problèmes de santé et n'acceptant pas de démarches de soins.
 - ❖ 3 personnes ayant de lourds problèmes de santé et ayant accepté les démarches de soins.
 - ❖ 3 personnes ayant souhaité changer de région.
 - ❖ 10 personnes en recherche d'emploi.

3) Modalités d'accompagnement et d'encadrement

a) Avant le contrat et durant la période d'essai

1^{ère} étape du parcours d'insertion : le recrutement

Il est indéniable que la qualité du recrutement dépend avant tout de la juste évaluation de la motivation et des aspirations du bénéficiaire, ainsi que de sa capacité à assumer les tâches inhérentes au poste qu'il serait amené à assumer.

Voilà pourquoi il nous paraît primordial de continuer le renforcement de nos partenariats privilégiés avec les différents opérateurs du territoire se trouvant en amont de notre activité à savoir dans l'accueil, l'évaluation et l'orientation.

Par ailleurs, nous restons convaincus que le bon recrutement réside essentiellement dans le fait qu'au-delà de la nécessité d'occuper un emploi pour des besoins « alimentaires », le postulant ait une réelle volonté de s'inscrire dans un parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle.

Ce préalable nous paraît être le seul qui puisse réellement contribuer à la diminution des nombreux abandons auxquels nous avons à faire face dans les premiers mois du contrat d'insertion.

Phase de repérage : Malheureusement, nous constatons que de plus en plus de structures se trouvant en amont du chantier d'insertion ont tendance à nous aiguiller de façon systématique et pressante des candidats qui ne sont pas forcément dans une dynamique d'inscription dans les contraintes que suppose l'acceptation d'un poste en chantier d'insertion.

Même si, de notre côté, nous souhaitons être le moins restrictif possible, les multiples obligations qui s'imposent à nous du fait de l'application du nouveau cadre législatif, nous poussent tout de même à redoubler de vigilance dans cette phase du parcours.

En effet, l'expérience passée montre que de plus en plus de personnes font tout pour que la période d'essai ne soit pas validée, créant ainsi une situation où ils peuvent, face aux services qui les ont fortement contraints à postuler pour un emploi d'insertion, tenter de faire porter la responsabilité de l'échec au chantier d'insertion.

De plus, le parcours professionnel que nous proposons au sein de l'atelier informatique nous conduit à poser certains critères d'accès plus restrictifs, dans la mesure où un parcours qualifiant est systématiquement mis en place en parallèle du contrat d'insertion (formation de technicien de maintenance informatique de niveau Bac assurée en interne par l'AFPA).

En effet, cette formation nécessite un minimum de « bagage » pour permettre aux salariés de la suivre, tout en leur donnant une chance de réussite aux examens, évitant ainsi au maximum que certains se trouvent à nouveau confrontés à une situation d'échec ou d'isolement par rapport à la majorité des membres de l'équipe qui auraient quant à eux le niveau pour assumer la formation.

Phase d'entretien et d'évaluation : Pour les personnes qui sont reçues en entretien individuel, le travail de l'accompagnatrice consiste à identifier si le parcours d'insertion est adapté aux possibilités que nous pouvons offrir en interne par les postes que nous proposons, ainsi qu'aux aspirations des postulants.

Pour cela, l'accompagnatrice aborde avec chaque candidat les différents éléments (parcours antérieur, intérêt pour le travail proposé à Humanis, motivation à s'inscrire dans un processus socioprofessionnel, ainsi qu'une évaluation des problématiques périphériques à l'emploi...) qui permettront à l'issue de l'entretien de valider ou non la candidature.

Dans l'affirmative, un deuxième entretien est organisé, cette fois avec l'encadrant technique, qui lui aussi, va procéder à la validation de la candidature, mais en ne prenant en compte que les facteurs liés au parcours technique et professionnel.

Ainsi, l'encadrant technique mesure les capacités techniques et professionnelles du bénéficiaire, ainsi que ses aspirations quant à un parcours qualifiant.

Il s'agit donc pour l'équipe socioprofessionnelle de préparer la phase suivante en créant une adéquation entre les aspirations du salarié et les besoins de la structure, ce qui permettra par ailleurs de positionner le candidat dans la bonne équipe.

Phase d'intégration : Ce travail s'effectue encore une fois par une collaboration étroite entre l'accompagnatrice sociale et les encadrants techniques, dans la mesure où il s'agit de placer le bénéficiaire dans l'équipe qui sera le plus en adéquation (qu'il s'agisse de l'environnement humain ou technique) avec son profil et les demandes qu'il a formulées dans les phases précédentes.

Cette phase se déroule durant le premier mois suivant le recrutement (dans le cadre de la période d'essai) et permet d'évaluer trois éléments qui seront déterminants dans les options à retenir pour le parcours du bénéficiaire, que sont :

- Les efforts qu'entreprend le salarié pour s'intégrer à une équipe, ainsi que les phénomènes de dépendances (alcool, drogue, médicament...) qui pourraient, sur le plan de la sécurité, constituer un danger pour lui-même et ses collègues.
- Les conséquences du choix d'affectation dans l'une des équipes existantes en matière de motivation et d'adéquation quant à la maîtrise des gestes professionnels nécessaires à l'accomplissement des tâches à effectuer au quotidien. Dans les cas où un manque d'intérêt important est constaté, la proposition lui est faite de changer d'équipe, ce qui dans certains cas a des conséquences positives sur l'intégration.
- La sensibilisation aux actions de formations internes, ainsi que le respect du règlement intérieur et des consignes de sécurité et d'hygiène.

Nous accordons une attention particulière à l'analyse de ces éléments (sans faire preuve d'intransigeance), dans la mesure où il est avéré qu'une personne peut, à travers son comportement, entraîner ses collègues (en particulier les plus fragiles), dans une spirale démotivante et négative, voire dangereuse.

b) Accompagnement durant le contrat

Cette étape constitue sans aucun doute la partie la plus déterminante dans le parcours des salariés en insertion.

Voilà pourquoi l'ensemble de l'équipe chargée de l'accompagnement social, professionnel et de l'encadrement technique fait preuve d'une vigilance extrême pour le bon déroulement et la bonne mise en œuvre des différentes phases du parcours.

Ainsi, cette vigilance permanente, combinée à la mise en œuvre d'outils pédagogiques et méthodologiques adaptés constitue la base de la politique d'insertion de l'association.

Mise en place de liens : Dans un premier temps, le travail consiste à reconstituer le parcours social et professionnel du salarié.

Pour cela, l'accompagnatrice est amenée à recueillir des informations auprès des différents opérateurs sociaux externes qui ont, à un moment ou à un autre, été amenés à intervenir dans le parcours du bénéficiaire.

De la même manière, il est primordial de tisser des liens avec l'assistante sociale du secteur dont dépend le salarié, ainsi qu'avec la dernière structure dans laquelle ce dernier a eu une activité.

Par ailleurs, il s'agit aussi de régler au plus vite les problèmes liés à la mobilité et qui pourraient constituer un frein au fait que le salarié puisse effectivement être présent chaque matin à son poste de travail.

Cette phase est particulièrement sensible, dans la mesure où l'équipe chargée de l'accompagnement rassemble une multitude d'éléments qui lui permettront de comprendre le passé social et professionnel de l'intéressé, ce qui donne la possibilité d'appréhender avec justesse la hiérarchisation des différentes phases de l'intervention.

Travail de prévention : Il s'agit de tout mettre en œuvre pour éviter qu'un événement inattendu constitue un risque de rupture de parcours.

Ainsi, la prise en considération d'éléments sensibles, pouvant constituer des facteurs déstabilisants (relations avec les administrations, le lieu d'hébergement, la famille...), permet bien souvent d'éviter les situations de crises.

En ce qui concerne les personnes qui présentent des problèmes de dépendance, nous avons renforcé les entretiens collectifs et individuels (de préférence dans nos locaux, mais aussi à l'extérieur) avec le Point d'Accueil et d'Ecoute ainsi qu'avec l'association Humani-psy qui est composée de psychothérapeutes.

Ce dernier point fait l'objet d'une attention particulière lors des interventions qu'effectue l'association RESI à l'occasion des réunions d'informations collectives qui se déroulent une fois par mois dans nos locaux, réunions qui sont généralement consacrées au traitement des problèmes liés à l'hygiène, la sécurité, l'alimentation et la santé.

Durant cette phase, nous sommes aussi régulièrement amenés à contacter les différents foyers d'hébergement pour traiter les problèmes liés au logement, notamment en ce qui concerne le travail administratif à effectuer préalablement à l'accès au logement, les négociations lors de retards de paiement, ainsi que la médiation nécessaire pour éviter une expulsion.

Concernant les salariés surendettés, des mises en relation sont effectuées avec l'association SOS Famille Emmaüs (ceci d'autant plus que nous accueillons leurs permanences dans nos locaux). L'objectif consiste à tout faire pour éviter que le salarié ne se trouve dans des situations ingérables découlant du fait qu'il n'a pas entrepris les démarches nécessaires dans les délais imposés.

L'accompagnement professionnel ne débute réellement qu'à partir du moment où l'accompagnatrice sociale estime que le salarié est prêt pour le démarrage de la construction de son projet professionnel.

Le premier travail consiste en la lecture du CV avec le salarié, de manière à dégager les compétences pouvant constituer le point de départ d'un travail d'acquisition de savoir faire et/ou de consolidation des acquis.

Ainsi, le travail sur l'actualisation et la formalisation du CV constitue une première étape importante dans l'évaluation et la dynamisation du salarié.

En parallèle, un diagnostic sur le niveau de maîtrise de la langue française est établi pour chacun des salariés (positionnement Escal), de manière à mettre en place une réponse adaptée et gradée selon les difficultés rencontrées.

En 2005, nous avons choisi la logique de la mutualisation de nos besoins avec ceux de l'association CARIJOU autour d'une formation de « ré-acquisition des savoirs de base et de français langue étrangère ». Ainsi nous avons été en mesure de positionner 10 salariés sur cette formation, à raison de 3 heures par semaine.

Par ailleurs, 15 personnes ont suivi le premier module de la formation qualifiante de Technicien en Maintenance Informatique (de niveau IV), dispensée par l'AFPA dans nos locaux à raison d'une journée par semaine.

Sur les 15 personnes inscrites dans le premier module, 11 ont réussi l'examen de fin de session, obtenant de ce fait une CCP « Certification de Compétences Professionnelles », ce qui leur permet de prétendre à un poste en tant qu'assistant de technicien de maintenance informatique.

Sur les 11 personnes qui ont réussi l'examen du premier module, 8 ont souhaité poursuivre la formation en suivant les cours du module 2, en sachant que sur ces 8 personnes, 6 se sont présentées à la certification des modules 2 et 3 et l'ont obtenue.

Dans un registre quelque peu différent, l'accompagnatrice professionnelle s'attache aussi à la mise en place d'EMT (Evaluation en Milieu de Travail), ainsi qu'à l'accompagnement du bénéficiaire dans l'apprentissage ou la consolidation de sa méthode de recherche d'emploi (Affichage quotidien des offres d'emplois, consultation des offres sur Internet, candidatures spontanées).

De la même manière, l'accompagnatrice professionnelle organise des rendez-vous de mise en situation, pour la préparation des rendez-vous de recrutement à des stages ou à des postes en CDD ou CDI.

De plus, l'accompagnatrice professionnelle cherche à renforcer ses liens avec le monde de l'entreprise par la constitution d'une base de données des structures les plus susceptibles d'accueillir nos salariés à l'issue de leur parcours.

Préparation à la sortie : Une attention toute particulière est accordée à cette phase, dans la mesure où elle constitue l'aboutissement du travail qui a été effectué tout au long du parcours.

Pour les salariés qui émettent le souhait et qui ont les capacités d'assumer un travail à temps plein, l'accompagnatrice professionnelle entreprend avec le bénéficiaire des démarches de recherche d'emploi sur la base des offres de l'ANPE, ainsi qu'avec les entreprises de travail temporaire ou bien même d'autres structures d'insertion comme les entreprises d'insertion ou les Associations Intermédiaires.

Cette pratique donne parfois la possibilité de mettre en place des périodes "d'immersion", ce qui permet d'observer les réactions du salarié dans le cadre d'un travail à temps plein, ceci dans une structure où les règles en matière de hiérarchie et de rythmes de production sont plus soutenues qu'en chantier d'insertion.

En ce qui concerne les personnes qui expriment le souhait de s'engager dans un parcours de formation longue, nous travaillons en priorité avec nos partenaires structurels comme l'AFPA, GRETA, Réforme, GIPP..., pour engager le salarié dans les tests qui permettront d'évaluer si son niveau de connaissances correspond aux pré-requis pour l'entrée dans la formation choisie.

4) La conception et le déploiement du logiciel AGePI

Notre association s'est engagée, comme beaucoup de structures associatives à vocation sociale et solidaire (en particulier les chantiers d'insertion), dans un processus de professionnalisation, en particulier en ce qui concerne l'accompagnement social et professionnel, ainsi que dans l'encadrement technique des salariés en insertion.

Au cours du dernier trimestre 2003, nous avons décidé de réaliser une étude sur l'ensemble des procédures liées au parcours social, professionnel et administratif des salariés en insertion.

L'un des éléments les plus révélateurs qui avait clairement été pointé par l'étude concernait la lourdeur des démarches administratives qui encadrent un parcours d'insertion.

En effet, l'analyse des procédures de fonctionnement des activités d'insertion démontrait, entre autres, que le personnel d'encadrement (accompagnement socioprofessionnel et encadrement technique) affectait de 25 à 40% de son temps de travail à la prise de notes, à la consignation des éléments dans des documents papiers, ainsi qu'aux rendus administratifs du type bilans intermédiaires et annuels.

Après une période de réflexion sur les différents besoins en la matière, nous avons décidé (en partenariat avec la société AIRIUM) de mettre en place un outil informatique conçu « sur mesure ».

Après la consultation de treize autres chantiers d'insertion de la région et étant donné le caractère récent de ce type de structures, il est très vite apparu qu'elles étaient, elles aussi, fortement confrontées aux mêmes problématiques et qu'il serait judicieux de les associer dès le départ au processus de définition des besoins, afin que l'outil final réponde de façon pertinente à leurs attentes.

L'ensemble de ces éléments nous a décidé à démarrer la conception d'un logiciel, avec la volonté qu'il puisse être transposable dans tous les chantiers qui le souhaiteraient, apportant ainsi une réponse aux problèmes permanents des structures qui cherchent à rationaliser et simplifier la gestion des parcours d'insertion.

Par ailleurs, ce projet s'inscrit également dans la diversification des activités du chantier d'insertion HUMANIS, qui développe depuis un an une nouvelle activité (collecte et réhabilitation de matériel informatique) visant à apporter une réponse quant à l'augmentation de ressources propres de l'association (découlant des activités de production).

Ainsi, et après plus d'un an et demi de conception et de programmation, nous sommes passés au cours du mois de janvier 2005 à la phase de test du logiciel, en situation réelle, au sein de notre structure.

Ce sont près de trois mois de tests et de débogage qui ont été nécessaires, avant de pouvoir implanter le logiciel de manière plus étendue.

En effet, parallèlement à cette démarche de tests, nous avons entrepris des contacts auprès des financeurs structurels des chantiers d'insertion, dans l'espoir que ces derniers seraient prêts à financer une implantation du logiciel sur l'ensemble du territoire alsacien, afin que les structures n'aient rien à payer pour l'acquisition de la licence, l'installation et la prise en main sur site ainsi que pour les sessions de formation.

Ainsi, la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Conseil Régional d'Alsace et le Fonds Social Européen ont accepté de financer en totalité cette phase d'implantation au niveau régional.

Il nous a fallu près de six mois pour équiper et former 38 des 43 chantiers d'insertion de la région Alsace, dans la mesure où nous avons pour chacune des structures pris une journée pour le déplacement, l'installation et l'aide à la prise en main sur leur site.

Dans un deuxième temps, nous avons organisé 12 journées de formation collective à Strasbourg, Colmar et Mulhouse, pour que les chantiers d'insertion puissent y envoyer les salariés qui seraient amenés à utiliser ce logiciel.

À la fin de l'exercice de 2005, nous avons quasiment terminé cette implantation au niveau régional et avons d'ores et déjà entamé la conception et la programmation de la nouvelle version de ce logiciel, dans la mesure où l'application du nouveau plan de cohésion sociale par la refonte totale des dispositifs d'insertion nous obligeait à revoir une bonne partie de l'architecture du logiciel.

Nous envisageons dans une troisième phase un déploiement sur l'ensemble du territoire national, ceci après avoir stabilisé la 2^e version de l'outil. À cette fin, nous aurons au préalable à effectuer un lourd travail de repérage des chantiers d'insertion existants et de leurs coordonnées.

5) Pérennisation de la médiathèque (acquisition des savoirs de base et lutte contre l'illettrisme)

Sur l'année 2005, près de 300 cartes de membre ont été délivrées aux salariés ou aux usagers de 12 structures d'insertion différentes.

La fréquentation de la médiathèque se répartit comme suit sur l'ensemble de l'exercice:

- Matin : 1005 personnes
- Après-midi : 650 personnes
- Soit un total de 1655 personnes sur 11 mois (la médiathèque ayant été fermée du 15 juillet au 15 août 2005).

Une formation de ré-acquisition des savoirs de base a démarré le 8 mars 2005 en partenariat avec l'ARSEA, des suites d'un appel d'offre qui avait été lancé auprès de plusieurs organismes de formation.

Cette formation a été dispensée à 18 personnes (10 salariés d'Humanis et 8 salariées de Carijou) par 2 formateurs.

Par ailleurs et dans le cadre de l'opération « Lire en fête » organisée par l'association TOT OU T'ART, en partenariat avec la médiathèque Humanis, l'opération « *Mots Mêlés* » a rassemblé le samedi 15 octobre 2005 plus de 130 personnes, usagers ou bénéficiaires de structures d'insertion.

L'opération s'intégrait dans le projet global « *Livres Ouverts* » dont l'objectif consiste à favoriser l'accès aux livres et à la lecture d'un public habituellement éloigné de ce loisir.

Quatre structures se sont fortement mobilisées : l'ADAPEI du Bas-Rhin, le centre Flora Tristan, le CSC du Neuhof ainsi qu'Emmaüs Mundolsheim.

Ce fut l'occasion pour les participants, souvent venus en famille, de retirer une dizaine de livres par personne et de partager le plaisir des mots en participant à de petits jeux (charades, petit bac...) animés par l'équipe de la médiathèque.

Au total, plus de 1000 livres ont été distribués à cette occasion : romans, livres pour les jeunes lecteurs, manuels d'enseignement, guides pratiques...

CONCLUSIONS :

Il est indéniable que l'exercice 2005 a constitué un cap majeur dans la vie de notre association :

Par le positionnement plus opérationnel de la Cellule d'Urgence tout d'abord, dans la mesure où nous avons, à l'occasion des mobilisations post-Tsunami et pour le Cachemire, accompli un travail de coordination et de rationalisation sans précédent.

Par une vaste réflexion ensuite, autour de la nécessité grandissante de voir augmenter la part de nos fonds propres, de sorte à être de moins en moins dépendants des financements publics.

Et enfin par une ambition légitime, quant à une présence plus forte de nos idées, de notre expérience et de nos valeurs sur la scène nationale et européenne.

Nous pouvons sans retenue nous estimer pleinement satisfaits du travail accompli au cours de cet exercice, dans la mesure où sur la totalité des éléments précités, la réalité de nos actions et de nos engagements a dépassé les objectifs que nous nous étions fixés.

Ces défis n'ont pu être relevés que grâce à l'engagement sans faille d'acteurs volontaristes de notre réseau qui, jour après jour, portent ce projet à bout de bras, qu'il s'agisse des associations membres ou sympathisantes, des administrateurs, de nos partenaires politiques, institutionnels et économiques, mais aussi des salariés de l'association, permanents ou en insertion.